

DELIBERATION N° 2018-125

SEANCE DU CONSEIL D'ADMINISTRATION DE L'UNIVERSITE NICE SOPHIA ANTIPOLIS

DU 18 DECEMBRE 2018

LE CONSEIL D'ADMINISTRATION DE L'UNIVERSITE NICE SOPHIA ANTIPOLIS

Vu le Code de l'éducation, notamment ses articles L. 711-1 et suivants, L. 712-1 et suivants,
Vu les statuts de l'UNS,
Vu le règlement intérieur de l'UNS,
Vu l'arrêté n° 11-2018 du 30 janvier 2018, portant délégation de signature du Président de l'UNS à M. Marc DALLOZ, Vice-président du Conseil d'Administration de l'UNS,
Vu l'avis du comité technique du 4 décembre 2018
Vu l'avis de la Commission de la Recherche du 11 décembre 2018,
Vu l'ensemble des pièces transmises aux membres,

Entendu l'exposé de M. Jeanick BRISSWALTER, Vice-président de la Commission de la Recherche,

ADOpte, à partir de la campagne 2019, les nouveaux critères d'attribution de la Prime d'Encadrement Doctoral et de Recherche – PEDR –, comme suit :

Article 1 - Seront retenues automatiquement par la Commission de la Recherche, à la condition d'avoir obtenu une note A en « Publications et Production Scientifique » (P) et de ne pas avoir obtenu de note C, les demandes PR/MCF classées dans les 20% du CNU et dans le top 20% de la liste pondérée fournie par le Ministère après le retour des CNU.

Article 2 - Seront examinées par la Commission de la Recherche, à la condition d'avoir obtenu la note A en « Publications et Production Scientifique » (P) et de ne pas avoir obtenu de note C, les demandes PR/MCF classées dans le top 50% du CNU ou dans le top 50% de la liste pondérée fournie par le Ministère après le retour des CNU ou notées A dans les 4 items de la PEDR.

Cette délibération est adoptée à l'unanimité des voix.

Membres en exercice : 36
Quorum : 18
Présents et représentés : 24

Fait à Nice, le 18 DEC. 2018

CLASSEE AU REGISTRE DES ACTES SOUS LA REFERENCE : 2018-125

TRANSMISE AU RECTEUR : 21 DEC. 2018

Pour le Président de l'Université
Nice Sophia Antipolis et par délégation
Le Vice-Président du Conseil d'Administration

Marc DALLOZ

MODALITES DE RECOURS CONTRE LA PRESENTE DELIBERATION :

En application de l'article R. 421-1 du code de justice administrative, le Tribunal administratif peut être saisi par voie de recours formé contre la présente délibération, et ce dans les deux mois à partir du jour de sa publication et de sa transmission au Recteur, en cas de délibération à caractère réglementaire.